l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 19 dimanche 20 février 1977

No 629

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

Le débat marchais fourcade

Démagogie et défense du capitalisme

Les 2 thèmes abordés portaient sur la question du pétrole et des nationalisations.

L'aspect dominant de ce «débat» c'est sans nul doute que ni l'un ni l'autre, à aucun moment, n'ont remis en cause le système capitaliste, chacun y va de son remède de charlatan.

Marchais avait beau jeu de dire que la responsabilité de la crise actuelle provient du gouvernement en place, et par la même occasion essayer de montrer que le PCF serait meilleur gestionnaire. Il s'agit bien là de contradictions au sein d'une même classe et non de 2 projets de sociétés différentes.

Que Fourcade se montre un actif défenseur du plan Barre, sans aucun brio d'ailleurs, cela ne nous apprend rien et ne trompe guère les travailleurs.

Par contre, Marchais – ce soi-disant communiste – a fait étalage d'une démagogie qui peut tromper et constitue donc un danger important. Il s'est lancé dans un étalage de promesses dont on sait pertinement que dans le système capitaliste elles ne pourront être réalisées.

Prenant deux points sur lesquels les travailleurs sont très sensibles – les salaires et l'emploi – il a menti allégrement en disant qu'avec la «gauche» au pouvoir, ça irait mieux, faisant volontairement abstraction de la crise mondiale du capitalisme. Ce qu'il n'a pas dit c'est où il trouverait l'argent pour augmenter les salaires et créer des emplois. Par contre, il a enfourché allégrement son cheval de bataille des nationalisations.

Si on l'écoutait, on pourrait croire que les nationalisations c'est l'aphothéose, car il s'est lancé dans une véritable apologie : l'EDF est l'entreprise la plus productive d'Europe... etc. Sans oublier de vanter les charmes de la Régie Renault, où, à l'entendre, les travailleurs seraient heureux de «LEUR entreprise nationale» !

Municipales à Paris

Après le décès de Bernard Lafay

LA FOIRE D'EMPOIGNE CONTINUE DE PLUS BELLE

Décidément une «bataille» municipale sévère se livre autour de Paris. Ces dernières 24 h ont été fertiles en rebondissements, en querelles étalées au grand jour, en coups bas entre les différents partis bourgeois. A quoi ne seraient-ils pas prêts pour mettre la main sur la capitale ?

Mercredi, Philippe Lafay (RPR) avait annoncé qu'il conduirait une liste dans le 17 e arrondissement à la place de son père décédé.

La piété filiale le pousse à vouloir garder l'héritage et «poursuivre l'œuvre à laquelle Bernard Lafay avait consacré sa vie.» Cette même piété l'amenait à écrire à Michel d'Ornano pour lui demander de retirer sa candidature «dans ces circonstances».

Ce dernier expliquait au cours d'une conférence de presse jeudi matin qu'il avait décidé de retirer sa candidature dans le 17 e pour permettre au docteur Philippe Lafay de conduire une liste d'union... liste que M. Philippe Lafay conduirait et dont la composition serait paritaire».

Le dit M. Lafay a répondu aussitôt par un communiqué cinglant : «Comment peut-on parler d'union et d'apaisement alors que sa candidature avait profondément affecté mon père». Pour un peu ne l'accusait-il pas d'avoir contribué à faire empirer son état ?

«Je me refuse, poursuit-il, à entrer dans le jeu des combinaisons de partis et des dosages politiques que me propose l'adversaire de mon père». Voilà qui s'appelle «rembarrer» !

(Suite p.3)

7 ans après

Procès d'un internement arbitraire en hôpital psychiatrique à Tours

Jeudi 17 s'est déroulé à Tours le procès de M.Petitot, ancien sous-directeur de l'hôpital de Tours. Il est inculpé de détention illégale à l'égard de M. Éric Burmann. Si les pratiques de ce genre sont relativement courantes, par contre, c'est la première fois qu'elles conduisent le responsable administratif d'un hôpital psychiatrique en correctionnelle.

Voici les faits. Le 21/10 1970 à l'issue d'une manifestation de soutien à Alain Geismar, M.E. Burmann est envoyé par le commissaire de police à l'hôpital psychiatrique dans le service du Pr. Sizaret où il reste enfermé une dizaine de jours, drogué et n'ayant droit qu'à de rares visites. A sa sortie, on lui fait signer un faux : un imprimé antidaté selon lequel il aurait accepté lui-même d'être enfermé.

Pendant toute la durée de son internat, il se trouvait donc en placement libre. Alors qu'il aurait juridiquement le droit de sortir comme n'importe quel malade se trouvant dans un hôpital général, par exemple, peut le faire, il a été retenu contre son gré, séquestré !

Comprenant que le Pr. Sizaret a outrepassé ses droits et violé la loi pourtant réactionnaire de 1838 qui érige un certain nombre de formalités pour interner quelqu'un en hôpital psychiatrique, M. E. Burmann intente une action en justice.

Italie

Le PCI de plus en plus rejeté par les étudiants

Les dirigeants révisionnistes du PCI, comme leurs compères du PCF, s'opposent au juste mouvement de lutte des étudiants, déclenché dans les universités italiennes.

Mardi à Rome, c'était un journaliste de l'organe révisionniste «l'Unita» qui était expulsé du campus, occupé depuis 2 semaines comme la plupart des universités italiennes.

Jeudi, ce fut le tour de Luciano Lama, membre du PCI et secrétaire général du syndicat CGIL, (frère jumeau de la CGT) de se faire huer, à tel point qu'il n'a même pas pu prendre la parole. La camelote révisionniste ne passe pas si facilement. Les étudiants contestent et s'opposent au «Projet de réforme universitaire» qu'ils jugent trop sélectif.

(suite p.2)

Après son échange avec Boukovsky

CORVALAN TENTE DE SE JUSTIFIER

P.2

L'agence nationale pour l'emploi

Pour la gauche, un instrument renforcé aux mains des monopoles

article p.8

Après son échange avec Boukovsky

CORVALAN TENTE DE SE JUSTIFIER

Corvalan, le secrétaire général du parti révisionniste chilien, le principal responsable du massacre du peuple chilien de par les illusions qu'il a propagées sur le «passage pacifique au socialisme», Corvalan, une des deux monnaies d'échange, avec Boukovski, de l'odieux marché entre le fasciste Pinochet et le superfasciste Brejnev, Corvalan, donc, essaie de se justifier dans une interview publiée dans le dernier numéro du «Nouvel observateur».

En fait de justification, cette crapule révisionniste ne fait que s'enfoncer dans l'abject, dans la trahison ouverte de la classe ouvrière chilienne et dans le soutien le plus total au social-fascisme et au social-impérialisme soviétique.

Au sujet de son échange, il tente d'expliquer que sa libération est une grande défaite pour Pinochet. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce monsieur a une très haute opinion de lui-même :

«La réalité, c'est que le pire ennemi de Pinochet est libre aujourd'hui ! Qu'est-ce que la libération de Boukovski comparé aux coups que je peux, que je vais porter à la Junte à partir de maintenant ? Mon peuple (!!!) n'est pas bête, il sait que je le servirai cent fois mieux en liberté que dans un camp. Il ne faut pas s'attarder à la contingence. Que je sois libre (...), c'est le plus gros coup encaissé par Pinochet depuis l'arrivée au pouvoir de la Junte.»

La vérité, c'est que Corvalan méprise totalement le peuple chilien, son peuple comme il dit. Le principal ennemi de Pinochet, de la bourgeoisie chilienne et de l'impérialisme, ce n'est pas un pantin comme Corvalan, c'est le peuple chilien qui n'a pas attendu que Monsieur Corvalan soit libéré pour lutter contre le fascisme, sur le terrain, pas dans un salon de la nouvelle bourgeoisie russe.

Interrogé sur l'échange entre Boukovski et lui, Corvalan ose répondre :

«A mes yeux, Boukovski n'est pas un prisonnier politique parce que Boukovski a été jugé (...) Vous pouvez penser ce que vous voulez de la sévérité du jugement, vous demander si la loi a été appliquée ou non, si la loi est bonne ou mauvaise. Ce n'est pas la question. Un prisonnier politique, à priori, je dis bien à priori, est jugé en fonction d'une procédure d'exception. Cela n'a pas été le cas pour Boukovski.»

Ainsi, pour tenter de justifier les agissements de ses maîtres du Kremlin, Corvalan est prêt à professer les stupidités les plus réactionnaires. Toute personne régulièrement jugée et condamnée est *à priori* un droit commun. On suppose que Corvalan considère que le glorieux Dimitrov était un prisonnier de droit commun puisque son procès n'a en rien dérogé des règlements de l'État fasciste allemand.

On suppose également que pour Corvalan, Abraham Serfaty et ses 139 camarades sont également des droits communs ! C'est avoir là une drôle de conception, pour quelqu'un qui se dit marxiste, de ce qu'est un État et la justice de classe.

Enfin, parlant du «compromis historique» de Berlinguer et de l'abandon de la dictature du prolétariat par le PCF, Corvalan dit :

«C'est un débat qui n'a tout simplement aucun sens dans le cadre du parti chilien. Jamais pour nous Marx et Lénine n'ont été les dépositaires d'un dogme. D'ailleurs, j'estime que tout gouvernement de classe est une dictature (...). Pour nous autres, Chiliens, le problème ne se pose pas encore, il ne se posera peut-être jamais. (...) Je suis enthousiasmé par la notion de compromis historique. Mais ce que fait Berlinguer, c'est exactement ce que nous avons tenté de faire.»

Corvalan fait une grande découverte en s'apercevant que tout gouvernement de classe est une dictature. Mais pour lui, il n'est pas question de la dictature du prolétariat. Non ! Ce monsieur, comme son acolyte Berlinguer, se prétend pour un gouvernement au-dessus des classes, mensonge grossier et rêve traditionnel de toute bourgeoisie afin de pouvoir exploiter le peuple en toute tranquillité.

Corvalan rêve de participer, comme Berlinguer aujourd'hui au gouvernement du capital, mais l'un comme l'autre seront démasqués comme tels par les peuples chilien et italien.

Albanie

Les élections aux tribunaux populaires se préparent

Dans toute l'Albanie a commencé la campagne des élections générales aux conseils et aux tribunaux populaires qui se dérouleront le 3 avril.

Commentant cet évènement, le «Zerit I Popullit», organe central du Parti du travail d'Albanie, déclarait dans un récent éditorial :

«Les nouvelles élections aux conseils et tribunaux populaires serviront au renforcement de l'État de dictature du prolétariat. Chez nous, c'est le peuple au pouvoir qui gouverne. Les gens élus aux organes de l'État sont les serviteurs du peuple. L'appareil de l'État et les gens qui y travaillent sont également les serviteurs du peuple et au service de ses organes représentatifs.

»Les réunions qui auront lieu durant la campagne des élections serviront de tribunes aux masses pour discuter activement des grands problèmes du pays.

»Ces nouvelles élections serviront au renforcement et à la trempe ultérieure de l'unité du peuple autour du Parti et de sa ligne politique, qui constitue la garantie sûre de notre marche constante en avant.

»Ces élections sont les premières qui se déroulent sous le régime de la nouvelle Constitution dont le peuple albanais vient de se doter. Elles concrétisent la citation du camarade Enver Hoxha selon laquelle "tout le pouvoir d'État en République populaire socialiste d'Albanie émane du peuple travailleur et lui appartient ».

Pays-Bas

DEPUIS DIX JOURS, LES GREVES NE CESSENT DE S'ETENDRE

Jeudi, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève pour exiger des augmentations de salaire deux fois plus fortes que celles qui sont proposées par le gouvernement.

Le port de Rotterdam était presque complètement paralysé. 30 000 ouvriers ont manifesté dans le centre de la ville en signe de solidarité avec les grévistes.

Tandis que le 1er ministre déclarait que «des grèves comme celles-ci devraient être possibles et acceptables dans un régime démocratique», le ministre des Affaires sociales a jugé que «la situation donnait à réfléchir».

OUA

Vigilance face au danger d'une nouvelle colonisation

«L'Afrique doit prendre garde et être vigilante face au danger d'une nouvelle colonisation plus subtile», a déclaré le 9 février le secrétaire général adjoint de l'OUA, Kamanda Wa Kamanda à l'Agence Zaïre presse.

«Il y a des tentatives imminentes, subtiles et savantes de division et d'affaiblissement de l'Afrique et de l'OUA, notamment en Afrique australe et aussi dans le domaine économique et de développement.»

Il a invité les gens à prendre garde aux «dangers qui menacent l'Afrique d'aujourd'hui ainsi qu'à la stratégie nouvelle des grandes puissances qui n'épargnent pas l'OUA.»

Grèves au Maroc

Des grèves se déroulent au Maroc depuis plusieurs semaines. Le mouvement affecte l'industrie, les transports et les banques, et touche particulièrement Casablanca qui compte près de deux millions d'habitants.

Ces grèves sont la conséquence de la hausse générale du coût de la vie et de la dégradation du pouvoir d'achat des petits salariés.

Le SMIG a été relevé de 11 % en début d'année après un long blocage, mais l'augmentation des prix a été beaucoup plus importante.

Sahara occidental

Communiqué du Front Polisario

Le Front Polisario a fait état jeudi, de diverses attaques et embuscades samedi dernier contre des unités marocaines dans la partie Nord du Sahara Occidental.

Le communiqué du Polisario indique que les combattants sahraouis ont pris d'assaut, samedi, un poste tenu par les forces marocaines, au Sud de la ville minière (phosphates) de Bou-Craa, faisant 12 tués et 14 blessés dans les rangs marocains.

Une unité des forces monarchistes est tombée ce même jour dans une embuscade dans la région de Farsia, poursuit le communiqué du Polisario, qui fait état de 45 ennemis tués, plusieurs blessés, deux engins blindés et huit véhicules détruits et un sous officier marocain, fait prisonnier.

Plus au Sud, dans la région de Smara, une unité sahraoui a intercepté une colonne marocaine faisant 30 morts et plusieurs blessés dans les rangs des forces monarchistes, tandis que 10 véhicules «ennemis» ont sauté sur un champs de mines posé par les Sahraouis à la sortie de Jdiria, causant la mort d'une quinzaine de Marocains, conclut le Communiqué.

Italie

Le PCI de plus en plus rejeté par les étudiants

(suite de la p.une)

Dans un communiqué, les étudiants avaient annoncé qu'ils s'opposeraient, «fut-ce physiquement», au discours du dirigeant révisionniste dont le Parti participe activement, en soutenant le gouvernement, à la mise en place du plan d'austérité antipopulaire. Pourquoi ? Pour empêcher que le syndicat (sous la botte des révisionnistes) «récupère à son profit le mécontentement».

Pris sous une véritable pluie de cailloux, Lama a finalement renoncé à parler cependant que les étudiants se sont affrontés à coups de gourdins, de pavés ou à poings nus, détruisant le camion qui servit de podium au dirigeant traître.

Le Parti révisionniste, déjà bien discrédité, ne préconise rien d'autre que la reprise des cours et s'en prend à «l'intolérance des gauchistes». Gageons qu'ainsi ils seront rejetés de plus en plus largement par les masses italiennes.

PEKIN INFORMATION
1 an-52 Nos-21 F

Il nous intente un procès le 21 février

QUI EST LE PEN ? UN APOLOGISTE DU NAZISME (3)

Comme nous l'avons vu dans nos précédentes éditions, le passé de Le Pen est celui d'un tortionnaire et il demeure un nostalgique de l'OAS.

Mais, Le Pen, qui n'aime pas que l'on qualifie son organisation de néo-nazie, est pourtant lui-même un apologiste du nazisme.

Des faits ? En voilà !

A l'époque où il était le bras droit de Tixier-Vignancourt, dans les années 50, Le Pen collaborait à une revue se réclamant du «national-socialisme», Europe-Action. Tixier-Vignancourt, il est vrai, y écrivait plus fréquemment que lui, restant ainsi fidèle à son passé de Kollabo.

A cette époque, Le Pen éditait en disques les discours d'Henriot, ministre de la propagande de Pétain.

Quelques années plus tard, il éditait un disque : «Le III e Reich. Voix et Chants de la révolution allemande», et contenant des discours des chefs nazis et des chants hitlériens. La pochette du disque représentait Hitler lors d'un défilé, portait ce commentaire :

«La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et du Parti national-socialiste fut caractérisé par un puissant mouvement de masse, somme toute populaire et démocratique».

Le Pen fut alors poursuivi par le Comité d'action de la résistance et le Réseau Souvenir pour apologie de crimes et il fut condamné à deux mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende, le 19 novembre 1969. Ce jugement fut confirmé le 14 janvier 1970.

Cette même année, Le Pen voulut éditer, sans son autorisation, les discours d'André Malraux. Celui-ci intenta un procès à Le Pen. D'après l'avocat de Malraux, il ne pouvait admettre d'une part que l'inspirateur de l'OAS édite le recueil de ses discours et cela dans le même collection que celle qui avait fait l'apologie des crimes nazis.

Cette apologie du nazisme, Le Pen devait la faire également dans ces propos que rapporte «Le Monde» des 23 et 24 novembre 1969: *«A une époque où l'athéisme fait de redoutables progrès le besoin ressurgit d'un ordre moral avec d'autant plus d'acuité que le relâchement des mœurs est grand. Aujourd'hui, les jeunes veulent des certitudes, non des problèmes. Dans cette optique, le SS avec son uniforme, c'est un peu le prêtre avec sa soutane.»*

CAMPAGNE DE SOUTIEN

Parce que je soutiens l'Humanité rouge dans sa lutte contre le fasciste Le Pen et la répression bourgeoise, je verse . . . . . F de souscription.
LOCALITE . . . . . .
PROFESSION . . . . . .

A découper et à envoyer avec la souscription à l'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 3022672
La Source

Justice

SELON QUE VOUS SEREZ RICHES OU PAUVRES...

Inculpé en décembre 75 pour émission de chèques sans provision, le dénommé Maurice Cointe, Conseiller général et maire du Chesnay (Yvelines) a été relaxé mercredi par le tribunal correctionnel de Versailles.

Directeur de la clinique médico-chirurgicale du Chesnay, il avait émis pour plusieurs millions de chèques sans provision alors que sa banque refusait de continuer à lui assurer le découvert consenti à l'amiable depuis de longs mois.

Capitaliste et politicien, le dénommé Cointe est ainsi mis à l'abri de l'application de la loi, alors même qu'une autre inculpation, pour abus de confiance cette fois-ci, pèse encore sur lui.

On se souvient par contre avec une immense colère que cette même loi s'était abattue, il y a quelques temps, sur une mère de famille de Hirson. Poursuivie pour l'émission d'un chèque sans provision de moins de 100 F, en règlement d'une traite pour l'achat d'un téléviseur, cette travailleuse avait été arrêtée et emprisonnée sur le champ et son petit garçon de 12 ans, ne pouvant supporter cette épreuve s'était suicidé. Complaisance pour les exploiteurs, rigueur impitoyable pour les travailleurs, telle est la loi de cette société pourrie.

DEBAT MARCHAIS FOURCADE

(Suite de l'éditorial)

Autrement dit, ce qui préoccupe les révisionnistes comme tous les autres bourgeois, c'est *la rentabilité* du système capitaliste (ce qui est totalement contradictoire avec l'élévation du niveau de vie des masses).

Des déclarations dithyrambiques sur la grande politique économique, démocratique (par la participation !),d 'indépendance nationale... avec les nationalisations ne sont donc que des mensonges qu'il nous faut dénoncer. Marchais a fait un numéro de démagogie typiquement fasciste.

D'ailleurs il promet bien aux actionnaires qu*«ils seront tous indemnisés, ils ne seront pas spoliés dans leurs intérêts»* !

C'est aux travailleurs de prendre eux-mêmes les choses en main, de décider de tout en assemblée générale, et cela seule la dictature du prolétariat le permettra.

Armement européen

Les députés révisionnistes s'y intéressent de près !

Deux députés révisionnistes italien et un français ont été admis, à leur demande, à la commission des armements de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Ainsi non seulement les dirigeants révisionnistes s'intéressent de près à la force de frappe, , mais cherchent à y pénétrer pour saper l'unité européenne etc.

Il faut croire que la capacité de riposte de l'OTAN à une agression des forces du Pacte de Varsovie, le «contrôle des crises», le système de communication entre les grands commandements atlantiques etc. excitent leur curiosité et ne sont pas dénués d'intérêts à leurs yeux. Les États-Unis en tout cas, ont fait immédiatement connaitre leur mécontentement devant l'entrée des révisionnistes dans la seule organisation parlementaire européenne compétente pour les questions de défense.

En conséquence elle envisage des modifications sur le programme de visites de certaines installations sensibles de la dite commission.

Les municipales à Paris

La foire d'empoigne continue de plus belle

(Suite de la p.une)

Ainsi mis en difficulté d'Ornano a dû se rabattre sur la proposition d'union... d'un de ses compères Républicains indépendants, Roger Chinaud, député de Paris. Celui-ci a décidé de partir en guerre contre «l'opposition» dans un de ses «fiefs», le 18e.

Ayant «rassemblé des représentants des RI, du Centre des démocrates sociaux, du Parti radical et de la tendance socialiste qui refuse le Programme commun», il demandait à d'Ornano et à Jean Bernasconi, ancien député UDR du 18e et «ancien secrétaire général à l'action ouvrière et professionnelle» de venir le rejoindre.

Lors d'une nouvelle conférence de presse convoquée le soir même, d'Ornano a tout d'abord déploré le refus de M. Lafay : «L'offre d'union que j'avais proposée ce matin a été refusée en des termes que je n'accepte pas». Et puis il passait à l'offensive. «Il s'agit pour moi, a-t-il déclaré, de mener le vrai combat contre l'opposition, là où elle est en place... M.Chirac se présente dans un secteur de Paris où il pense ne courir aucun risque : il se garde bien de mener quelque action personnelle que ce soit, contre l'opposition. Je n'agirai pas de même, je ne suis pas de ceux qui mènent le combat à l'arrière de leurs troupes»

Propos fort désobligeants on en conviendra, pour Chirac ; et la querelle ne va sans doute pas en rester là.

Ces disputes au sein de la majorité réjouissent fort François Mitterrand, chef d'un Parti socialiste qui a l'avantage d'être relativement bien placé par rapport à son principal partenaire. «La droite se divise parce qu'elle a échoué» a-t-il déclaré sans ambages à la télévision. Tout en considérant que d'Ornano ne serait sans doute pas élu au Conseil de Paris, il lui a trouvé des mérites : «En se présentant dans le 18e arrondissement, il prend un risque, ce que n'a pas fait M. Jacques Chirac qui a estimé plus commode d'être candidat dans le confortable 5e arrondissement».

Questionné sur le résultat escompté des élections municipales, il a dit «qu'il n'était pas de ceux qui font des pronostics ou énoncent des prophéties». Toutefois, il a réaffimé sa confiance dans les possibilités de l'Union de la «gauche» soulignant que la division de la majorité «sert la gauche».

C'est aussi, apparemment, l'avis d'autres partis bourgeois qui se pressent pour ramasser les miettes que voudront bien leur laisser les tenants du Programme commun. Outre le PSU, trois formations de gaullistes d'opposition se disputent pour «aller à la soupe» : le Front progressiste, le Mouvement «initiative républicaine et socialiste» que préside Léo Hamon, et la Fédération des républicains de progrès que préside Charbonnel rallié de la dernière heure. Ils n'ont pas encore pu arriver à se mettre d'accord sur la répartition des 12 sièges que «l'Union de la gauche» leur donnerait, et poursuivent les discussions.

Quand le PCF forme des listes municipales avec la droite

Pour ceux qui croient encore que le PCF veut servir les masses populaires, voici un exemple de tripotage électoral qui devrait leur ouvrir les yeux :

Dans l'Essonne (et certainement ailleurs en France), les dirigeants du PCF comme M.Vizet savent que les listes d'Union de la gauche ont peu de chance de l'emporter dans beaucoup de petites communes, surtout rurales ; alors, dans leur hâte de parvenir au pouvoir, ils ont ordonné aux membres du PCF de se présenter sur des listes «d'intérêt local» ou de droite, et comportant les notables bourgeois ; c'est le cas pour les communes de Saclay, Igny et Bièvres.

Ce qui ne va d'ailleurs pas sans poser des problèmes aux révisionnistes : ainsi à Bièvres, le secrétaire de la cellule du PCF, qui lui voulait se présenter avec ses compères du PS, a démissionné et une lettre ouverte à la Fédération de l'Essonne du PCF a été signée par les partisans de la liste d'Union de la gauche qui demandent la formation d 'une liste PC-PS.

Cet exemple nous montre que, pour parvenir à la tête de l'État bourgeois et de ses rouages municipaux, le PCF s'alliera avec les pires réactionnaires s'il le faut.

Non décidément, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces magouilles électorales.

Correspondant HR

RAYMOND BOUTONS – GRENOBLE

ECHEC AUX MANŒUVRES DE LA DIRECTION

La semaine dernière la direction, par le biais de mises à pied, avertissements largement distribués et autres intimidations du genre chantage à l'emploi, avait tenté de briser le mouvement engagé par les travailleurs contre l'austérité style plan Barre qu'on voulait lui imposer.

Ces manœuvres ont échoué; les travailleurs restent fermes.

Aussi la direction change de méthode : elle a fait annoncer oralement (par les chefs d'atelier) une quarantaine d'augmentations, surtout au labo, d'où était parti le mouvement !

Qu' elle ne compte pas diviser ainsi les travailleurs!

D'ailleurs mercredi, plus de 300 personnes ont débrayé pendant une heure pour soutenir les délégués lors d'une réunion et une manifestation a été envisagée sur le quartier.

Correspondant HR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Une plaie du capitalisme

Les accidents du travail sont l'un des aspects les plus révélateurs du système capitaliste. Le nombre des victimes en est considérable et fournit la réponse la plus concrète aux idéologies que répand la bourgeoisie dans la classe ouvrière, sous ses diverses variantes, notamment révisionnistes, en vue de la détourner de la voie de la révolution, de la juste violence révolutionnaire face à la criminelle violence du capital.

Aussi la bourgeoisie fait de multiples efforts pour cacher la responsabilité de son système, falsifiant les chiffres (elle prétend que les accidents du travail regressent ou tout au moins stagnent), contraignant même les «accidentés» à ne pas se déclarer, comme on le verra dans l'exemple d'Usinor-Dunkerque.

Elle se fait la championne de la lutte contre la «pollution» et les «nuisances industrielles» ; elle crée divers organismes (service de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles à la Sécurité sociale, CHS dans les entreprises, etc.) ; elle fait quelques lois sensées promettre de réprimer les abus patronaux et de protéger les travailleurs.

Elle donne elle-même médailles et coupes dans des concours de sécurité, etc.

Et lorsque les catastrophes ne peuvent être cachées, elle déploie tous ses moyens d'intoxication pour en attribuer la cause au hasard, aux impondérables, à quelques sous-fifres ou... aux travailleurs eux-mêmes qui ne respecteraient pas les normes de sécurité, comme si les cadences de travail le permettent !

Pour donner quelque apparence de sérieux, elle met en branle sa justice qui «enquête» et conclue toujours à l'innocence des patrons, au besoin plusieurs années après, quand les esprits se sont calmés.

Des entorses à cette règle dues aux initiatives de quelques juges et vite effacées d'ailleurs, ont bien mis en lumière ce rôle de la justice révélant particulièrement son caractère de classe.

QUELQUES CHIFFRES

Les chiffres en matière d'accident du travail sont rares et probablement parmi les plus éloignés de la réalité. De combien de maladies, décès, usures prématurées sont responsables les conditions de travail qu'impose le capitalisme dans sa course au profit ? Qui peut évaluer le nombre d'accidents qui font l'objet d'aucune déclaration ?

Voici quelques chiffres fournis par la Caisse nationale d'assurance maladie, sur les années 72 et 74 (voir tableau).

Ces chiffres sont déjà incomplets par le simple fait qu'ils ne couvrent pas ceux survenus à des travailleurs soumis à un régime autre que le régime général (tels par exemple les mineurs et les cheminots qui ont connu respectivement 94 et 59 accidents mortels en 74).

Ils ne prennent pas non plus en compte les accidents n'ayant pas donné lieu à un arrêt d'un jour complet en plus du jour de l'accident. Mais tout de même : cela représente 6 morts et 330 accidents graves par jour !

Et (mis à part les accidents mortels) la croissance est de près de 2 %.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN 72 ET 74

	Accidents avec arrêt	Accidents graves	décès
1972	1 125 134	117 833	2 406
1974	1 137 804	119 796	2 117

Usinor-Dunkerque, «haut-lieu» des accidents du travail

Voici l'exemple d'Usinor Dunkerque d'après un tract CFDT.

- 81 morts à Usinor Dunkerque : La production passe avant la sécurité. Il faut toujours faire le plus vite possible.

– Mort à cause du rendement : poche acier trop pleine (Ex. Aciérie)

– Mort à cause du manque de temps de consignation (Ex. Cokerie)

– Mort à cause d'outil de production défectueux (Ex. Haut-fourneaux)

- 80 blessés avec arrêts par mois :

– yeux brûlés par l'explosion de métal en fusion).

– Bras arraché par élinguage défectueux.

– Fracture du crâne par chute de pièce.

– Colonne vertébrale cassée par chute.

- Des ulcères à l'estomac : pour tenir le coup, les travailleurs en feux continus sont obligés de manger à toute heure du jour et de la nuit. Ceci engendre brûlure et inflamation des organes digestifs dont l'une des conséquences est le développement d'ulcères à l'estomac.

- Des maladies nerveuses : de retour de nuit à 5 h, le travailleur posté est réveillé à 7 h par les bruits de la journée, notamment dans les HLM. Le sommeil de jour est mauvais, il ne récupère pas la fatigue de la nuit, au contraire elle s'accumule durant 7 postes de nuit: Pour l'équipe du matin, il faut se lever à 3 h 30 et la difficulté de récupérer devient de plus en plus difficile. Des troubles physiques et nerveux apparaissent.

- Les patrons proposent des primes de risques :

Une prime de risque de 300 F par trimestre, instituée par Usinor, est supprimée à toute une équipe si un seul travailleur blessé fait une déclaration de sa blessure, y compris lorsque la Direction est totalement responsable de l'accident. En camouflant l'accident, c'est également la cause qui est cachée.

- L'escalade de la répression anti-sécurité à Usinor :

– Handicapés et mutilés sont déclassés.

– Les médecins-flics d'Usinor obligent les malades à reprendre le travail.

– Les délégués CFDT de sécurité ont des retraits de salaires.

– La direction intoxique l'opinion en camouflant les dangers.

Mefnel (Carrières-sur-Seine)

20e jour de grève

Un patron de combat Des ouvriers résolus et unis

Depuis le jeudi 3 février, les travailleurs de chez Mefnel, fabrique de joints pour le secteur automobile, sont en grève illimitée. La majorité des 300 travailleurs a décidé la grève pour s'opposer à la baisse des salaires : l'heure est passée de 11,42 F à 9,85 F, quand le travail par équipes a été supprimé. Mefnel, depuis le début du conflit, refuse de négocier sérieusement. Il déploie toute son activité à essayer de diviser les travailleurs :

– Il organise des contre-piquets de grève, il interdit l'entrée de la cantine aux grévistes, il organise la répression

– 10 travailleurs sont trainés devant le tribunal des référés

– Intervention de la police

– Pose de scellés par huissier à l'entrée de l'entreprise et sur les machines

– Surveillance de l'usine par des milices privées et «musclées», nuit et jour.

D'autre part, une nouvelle étape vient d'être franchie par ce «patron de combat» en faisant appel aux hélicoptères pour sortir et rentrer la marchandise, puisque les grévistes bloquent les issues. Pour cette sale besogne, Mefnel trouve de l'argent. Par contre, il prétend ne pas avoir d'argent pour négocier sérieusement les négociations des travailleurs qui luttent pour :

– 2 100 F pour tous

– 40 heures (au lieu de 43) sans diminution de salaire,

– la mensualisation,

– l'amélioration des conditions de travail.

En organisant eux-mêmes leur combat, en menant une lutte résolue et unie, les travailleurs de chez Mefnel feront céder leur patron.

Correspondant HR.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois (22 N°)	32 F	70 F
3 mois (66 N°)	95 F	210 F
6 mois (132 N°)	190 F	420 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30 226-72 – La Source

Ecoles d'infirmières

Pour le statut de travailleurs en formation

METZ : NON AU CONSEIL TECHNIQUE ARBITRAIRE ET RÉPRESSIF !

A l'école d'infirmières de Metz, le conseil technique vient de décider du redoublement de 4 élèves de 2e année en 1e année et de donner un avertissement à d'autres élèves n'ayant pas la moyenne en théorie (!) Le conseil technique peut à tout moment éliminer des élèves qu'il jugera «inaptes» à n'importe quel niveau : notes, stages, absences, etc. Dans toutes les écoles, c'est un épouvantail brandi pour faire peur aux élèves afin qu'elles deviennent de bonnes petites infirmières dociles et soumises aux médecins et aux patrons.

De plus, le conseil technique a un rôle clairement répressif. Les élèves-infirmières ne doivent plus être de la main-d'œuvre gratuite, exploitable à merci et révocable à tout moment.

Nous nous élevons contre cette exploitation de nature capitaliste, nous proposons de revendiquer pour le statut de travailleur en formation, tout en sachant que l'exploitation capitaliste des élèves-infirmières comme des autres travailleurs ne cessera qu'avec la fin du système capitaliste lui-même

Des travailleurs hospitaliers de l'HR (extraits)

CHATEAUROUX : QUI EN SUBIT LES CONSÉQUENCES ?

A l'école hospitalière de Chateauroux, les élèves-infirmiers et infirmières sont comme dans toutes les autres écoles :

– en stage 4 heures le matin dans les services. Ils palient le manque d'effectifs, ils sont donc mal encadrés. Il en résulte une mauvaise formation.

En fait, ils subissent une double exploitation : d'une part une mauvaise formation qui les contraint à travailler de façon effective, d'autre part ce travail n'est pas du tout rémunéré !

Ces stages quotidiens sur deux ans et demi s'accompagnent de 4 mois de temps plein : les élèves font alors 8 heures par jour, 5 jours par semaine, un certain nombre de week-end obligatoires et sont comptés dans l'effectif du service. Ces temps pleins ne sont pas rémunérés ! De plus les élèves ayant seulement 10 mois de «formation» peuvent se retrouver responsables d'un service...

– l'après-midi en cours à l'école. Les cours théoriques sont mal adaptés à la pratique, sont souvent trop approfondis car dispensés par des spécialistes (médecins) qui n'ont aucune expérience pédagogique. On nous y apprend essentiellement à servir techniquement le «patron».

Au bout du compte, qui subit les conséquences de ce type de formation ? Les travailleurs malades !

Face à une telle situation d'exploités, des élèves se sont regroupés en section syndicale CFDT avec les professionnels de l'hôpital. Sur l'école, ils travaillent à faire prendre conscience à leurs camarades et à obtenir des améliorations sur le plan local. Ils sont également coordonnés avec les écoles d'infirmiers, d'assistants sociaux, d'éducateurs, etc. de la région centre dans le cadre de la CFDT.

Tous ces élèves sont en fait des travailleurs en formation qui réclament la reconnaissance de ce statut. Ce travail syndical a eu pour première conséquence la participation de 25 % des élèves à la journée d'action des professionnels, le jeudi 27 janvier.

Les élèves syndiqués de l'école de Chateauroux (extraits).

Préparation du congrès national du SGEN-CFDT

Il faut être clair
Non au Programme commun !

Dans notre édition d'hier, nous avons présenté des extraits d'un texte d'un lecteur d'Aix-en-Provence, sur la préparation du Congrès national du SGEN-CFDT. Nous continuons cette publication aujourd'hui en abordant le problème des rapports entre syndicats et partis politiques. Nous appelons à nouveau nos lecteurs à nous écrire sur ces questions ou sur toute autre question concernant la préparation de ce congrès.

Les rapports entre syndicats et partis politiques sont un «éternel» problème du mouvement ouvrier. Le projet de rapport général du SGEN en traite de façon allusive seulement, alors que la gravité et l'urgence d'un débat clair se font sentir. Toutefois ce que dit le projet de rapport est déjà très révélateur.

«Socialisme autogestionnaire» ? «Forces socialistes» ?

Le projet de rapport indique «... Faire du socialisme autogestionnaire – socialisation des grands moyens de production, d'échanges, de formation et d'information, planification démocratique et autogestion – sa perspective et son axe stratégique de transformation sociale».

Plus loin on peut lire : «Pris globalement (les objectifs de transformation définis par la CFDT) ne peuvent être atteints qu'à deux conditions indissociables : la maitrise du pouvoir politique par les forces socialistes et la mobilisation de masse pour garantir et effectuer leur mise en œuvre concrète».

Remarquons que si le projet de rapport se place dans la perspective du «socialisme autogestionnaire», il parle ensuite simplement de «forces socialistes» en ce qui concerne la prise du pouvoir politique. D'où il suit les questions suivantes : est-ce que «socialisme autogestionnaire» et «forces socialistes» renvoient aux mêmes forces politiques ? Ou si ce n'est pas la même chose, qu'est-ce que ces «forces socialistes» ?

N'y aurait-il pas des partis politiques se réclamant du «socialisme autogestionnaire» ? Citons le PSU, le PS, le CERES, la Ligue communiste, etc. Mais alors est-ce que le SGEN entretient des rapports avec ces «forces » et lesquels ? «Convergence d'analyse» ? Le SGEN et la CFDT «courroie de transmission» de ces forces ?

Ce qui est mis ainsi à jour c'est que le projet de rapport s'inscrit bien dans une perspective précise au niveau politique.

«L'arrivée de la gauche au pouvoir» ?

Nous lisons un peu plus loin : «Dans l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir, le SGEN-CFDT sera vigilant à l'égard des forces qui tenteraient de maintenir aux systèmes de formation et de recherche leur fonction de reproduction des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation.»

Voici «la gauche» qui entre en scène. Jusqu'alors il n'en était pas question dans le projet de rapport. Jusqu'alors on ne parlait que de «socialisme autogestionnaire» et de «forces socialistes».

Mais quelles sont ces «forces» face auxquelles le SGEN sera vigilant ? Est-ce que le Programme commun les «forces de gauche» proposent quelque chose pour supprimer la «fonction de reproduction des rapports de domination» ? Non, ni le texte du Programme commun, ni surtout la pratique réelle ne peuvent sur ce point laisser quelque illusion.

Alors, est-ce que le projet de rapport laisse la possibilité au SGEN de s'opposer à la gauche si elle tente de maintenir «la fonction de reproduction des rapports de domination» ? Personne n'a le droit d'être ambigu sur ces problèmes.

Quelques lueurs...

Au même endroit, le rapport dit aussi : «Il (le SGEN) définira son action en fonction de l'appréciation qu'il portera lui-même sur les contraintes économiques, sociales et politiques». Ce qui voudrait dire que même si la «gauche» arrive au pouvoir, le SGEN développera son action pour faire aboutir ses revendications. Cela veut dire qu'il pourra donc entrer en contradiction avec un gouvernement de gauche. Il définira son action seul. Mais alors, pourquoi ne pas débattre clairement des perspectives électorales, puisque le congrès se tiendra en pleine liturgie électorale : municipales, assemblée nationale, etc. Et qu'en fait ce débat est déjà l'enjeu de manœuvres au sein de la CFDT : la chasse aux sorcières lancée par Maire, par exemple. En termes clairs : à propos des «forces de gauche», luttent-elles contre tout licenciement ? Qu'ont-elles fait à propos de Lip, de Griffet, de la lutte des travailleurs du Parisien libéré, des chantiers navals de Nantes, etc. Le PS et le PCF sont pour les augmentations de salaire en pourcentage, ils sont pour la défense de la hiérarchie, etc. Si l'on est d'accord pour poser les véritables questions et susciter des débats clairs, il faut dire les choses telles que nous les voyons et les pensons. Le Programme commun est en contradiction avec les acquis du SGEN et les luttes les plus dures de ces dernières années : Joint français, Lip, Larzac, petits viticulteurs, Corse, Naussac, IMRO et tant d'autres...

Le SGEN doit soutenir les luttes des travailleurs et non pas le Programme commun qui est un programme bourgeois, contraire aux intérêts des travailleurs.

RECTIFICATIF
A PROPOS DU CONGRES SGEN DE LA SARTHE

A la suite de l'article du No 625 sur le congrès départemental du SGEN (Sarthe), nous avons eu une critique des représentants des agents de service à ce congrès ; ceux-ci pensent que, dans la présentation du passage les concernant, le lecteur est conduit à supposer qu'ils ont été manipulés et n'ont pas voté en toute indépendance. Ce n'était pas du tout notre intention de laisser croire cela mais, comme notre formulation n'était sans doute pas assez précise, nous vous demandons de signaler aux lecteurs de notre journal que ces militants de la CFDT ont participé au vote sur la base de leurs convictions et des textes pour lesquels ils étaient mandatés.

Correspondant Humanité rouge.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

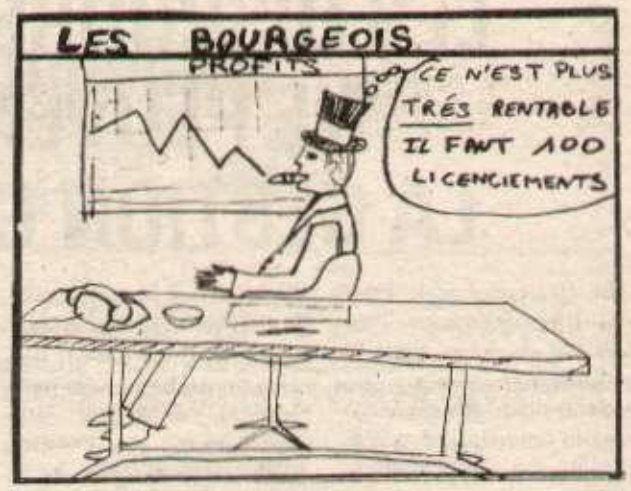
Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

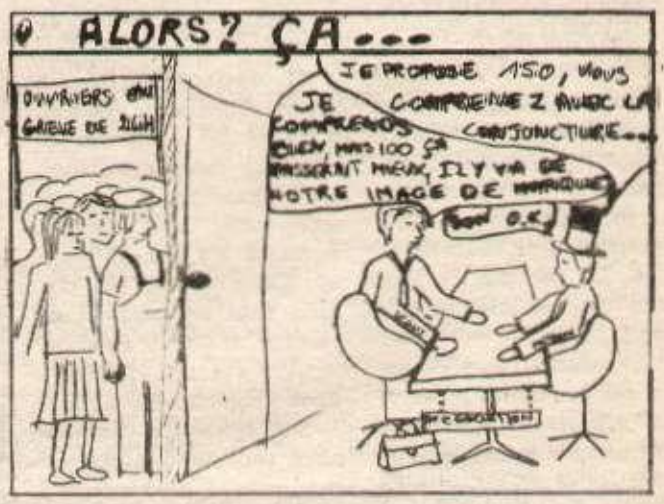
Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . . **Prénom** . . . . . .
Adresse . . . . . .
Signature . . . . . .

*** Indiquez ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.**

ENVOYÉ PAR UN LECTEUR





Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

OPHLM DE Vitry-sur-Seine

LES DISCOURS HYPOCRITES NE PEUVENT CACHER LA GESTION CAPITALISTE !

Le 30 novembre, le Conseil d'administration de l'OPHLM de Vitry dont le président n'est autre que Rosette, maire révisionniste de cette municipalité, déclarait d'un ton alarmé : «Pour équilibrer les comptes, une augmentation globale des loyers de 9,2 %, à intervenir au 1er janvier serait nécessaire».

Il mentionnait avec cynisme que le «déficit» était notamment « la conséquence de l'aggravation des conditions de financement des opérations de construction». C'est avouer sans complexes que les locataires financent avec leur loyer une partie de l'opération immobilière «rénovation centre-ville».

Pour essayer de se dédouaner à l'avance le Conseil d'administration annonçait qu'il allait «demander audience à Monsieur le Secrétraire d'État au logement» et «solliciter» une aide financière.

Le 21 janvier, nouvelle déclaration attristée du Conseil d'administration signée par Rosette lui-même : «Un mois et demi après, notre demande est toujours sans réponse... Vous comprendrez aisément que retarder plus longtemps le vote du budget serait préjudiciable à tous». Bref, Rosette annonçait que l'OPHLM était «contraint» d'augmenter les loyers de 6,5 % à partir du 1er février et ce «tout en réduisant les crédits destinés aux travaux (d'entretien)»..

Comme à chaque hausse des loyers et des charges, il met les locataires devant le fait accompli tout en cherchant à faire croire qu'il n'y est pour rien.

Cette fois-ci comme la pilule est difficile à faire passer, il déclare poursuivre ses démarches «afin que cette augmentation soit prise en compte pour le calcul de l'allocation-logement lors de la révision de juillet 77».

Quel comble d'hypocrisie... surtout quand on sait que les révisions sont faites sur la base du loyer de l'année précédente ! Les bonnes paroles, la démagogie ne peuvent cacher la vérité. Les révisionnistes à Vitry se conduisent tout simplement en bons gestionnaires du capital. L'augmentation des loyers à la cité Balzac de l'OPHLM municipal, en témoigne : de 1975 à 1977 ils sont passés de 290 F à 362,33 F pour un F1, de 600 à 800 F pour un F4.

Et sitôt les prix «débloqués» ils augmentent encore de 6,5 % !

7 ans après

PROCES D'UN INTERNEMENT ARBITRAIRE EN HOPITAL PSYCHIATRIQUE A TOURS

(Suite de la p. 1)

Il a fallu des années d'action résolue de la part d'Éric Burmann pour aboutir à une inculpation. Par ailleurs, le principal responsable, le Pr. Sizaret n'a pas été inquiété.

Une inculpation obtenue de haute lutte

Il faut dire que c'est une notabilité de la ville de Tours: chargé de la chaire de psychiatrie il a la haute main sur l'enseignement de cette discipline dans toute la région. Le directeur de l'hôpital n'a pas été inquiété non plus.

Le maire de Tours, Royer, n'a été mentionné qu'en ce qui concerne la source du paiement de dommage et intérêt : ce réactionnaire à l'idéologie fascisante est en effet président de la commission administrative de l'hôpital. Celui qui a été inculpé est un sous-fifre qui a en outre quitté la région.

Sa seule inculpation représente cependant déjà une victoire et sa condamnation aurait une grande importance en pouvant faire jurisprudence.

M. Petitot est d'ailleurs prêt à pas mal de choses pour quitter le terrain de la correctionnelle. C'est ainsi qu'il va jusqu'à reconnaître volontiers sa faute comme faute «professionnelle», «non détachée du service» dans le jargon juridique. Il espère de cette façon voir traiter son affaire en tribunal administratif où il se sentirait malgré tout plus à l'aise.

Procès pour «détention illégale»

Il y avait foule ce jeudi après-midi au tribunal correctionnel, beaucoup de jeunes notamment. L'assistance se pressait jusqu'au fond de la salle.

M. Petitota suscité des protestations dans la salle en donnant de l'internement arbitraire une explication toute personnelle : «A mon sens, a-t-il déclaré, Burmann n'a pas été interné. Ce que l'on fait d'abord dans ces cas-là, c'est en effet de donner de soins.

On s'occupe des questions administratives après».

Son avocat, un réactionnaire caricatural a cherché par un ton provoquant à faire «sortir l'assistance de ses gonds».

«On a fait s'enfiévrer l'opinion publique, du moins une certaine opinion publique» a-t-il déclaré.

Et en réponse aux remous : «J'avais voulu dire qu'on a fait accourir ici une assemblée inhabituelle. Elle a confirmé fort à propos mes dires». S'en prenant à M. mann il a déclaré sur un ton méprisant : «Qu'est-ce qu'il est M. Burmann (il est électricien). Nous n'en savons rien.» Il a précisé dans le but de le diminuer aux yeux du tribunal qu'il vivait «en concubinage» avait été réformé, ne s'entendait pas avec sa mère.

Voilà qui motiverait sans doute à ses yeux un internement psychiatrique ! Il n'a pas cependant nié la responsabilité de M. Petit tout en déclarant qu'il ne s'agissait que d'un simple raté administratif.

Le jugement sera connu le 15 mars.

Nous donnerons d'autres détails sur cette affaire dans notre prochaine édition.

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

Rennes

Le PCF est pour l'augmentation de 6,5 % des loyers

Un couple d'amis – le mari au chômage et la femme ne touchant que 600 F de bourses par mois – me disait l'autre jour qu'on leur avait augmenté leur loyer.

Ils n'habitent pas dans un HLM mais la hausse de 6,5 % des loyers HLM est aussi applicable pour les autres appartements (une nouvelle clause est introduite maintenant dans les baux : cette clause permet au propriétaire d'un appartement d'augmenter le loyer au même taux que l'augmentation des loyers HLM).

Mais l'histoire ne s'arrête pas là...

Lorsque je leur demandai qui était leur propriétaire ils m'ont dit que c'était un membre du PCF qui possédait 2 autres maisons !...

Non seulement ces messieurs du PCF sont propriétaires de plusieurs maisons mais en plus ils appliquent à la lettre toutes les lois du système capitaliste.

Pas étonnant que les dirigeants du faux parti communiste ne veulent pas renverser ce système, au contraire ce qu'ils veulent c'est arriver à gérer ce système pour leur propre compte au détriment des travailleurs. Une lectrice

Nantes

Campagne ni Plan Barre ni Programme Commun

A Nantes et dans la région nantaise, les militants de «L'Humanité rouge» mènent activement la campagne contre le plan Barre et le Programme commun.

La multiplication des petites réunions a été préférée dans un premier temps car elles permettent de contacter nombre de personnes au niveau des quartiers et des localités.

Ceci tient compte du fait que la campagne va s'étendre sur une assez longue période et devrait par la suite aboutir à un meeting central à Nantes.

Les petites réunions chez des sympathisants ou militants groupant un petit nombre de personnes sont également encouragées.

Un montage diapositives a été réalisé pour aider les militants dans leur travail lors des diverses réunions publiques ou privées.

Les dates et lieux des réunions publiques suivantes ont été retenues :

Nantes : *22 février à 20 h30 au centre social de Malakoff*

Nantes : *5 mars à 20 h 30 au centre social de la Bottière.*

Orvault : *4 mars à 20 h 30 à la Maison des jeunes du petit Chantilly (à confirmer)*

Montrevault *(49)* : *le 25 février à 20 h 30*

St-Laurent-des-Autels *(49)* : *le 22 février à 20 h 30 à la mairie*

Plessé-Guéméné-Penfao : *date à préciser.*

culturel

Notes de lecture

«Les maoistes français, une dérive institutionnelle» de Rémi Hess

Combattons l'idéologie bourgeoise

Ce bouquin se veut une illustration de la méthode sociologique autobaptisée «analyse institutionnelle», le terrain choisi étant le mouvement «maoïste» français. Nous allons examiner tour à tour la présentation faite du mouvement marxiste-léniniste, la méthode d'analyse institutionnelle et enfin la façon dont Hess présente ses thèses.

Le "mouvement" marxiste-léniniste jugé par le Docteur Rémi Hess ou le Docteur Rémi Hess jugé à la lumière du marxisme-léninisme

Monsieur Rémi Hess affirme avoir appartenu aux franges marginales, successivement du Mouvement du 22 mars, de l'UCF ml et de VLR, avoir eu des contacts avec des membres de l'UJC ml et de la gauche prolétarienne, être bien renseigné sur le PCMLF.

A l'entendre, il a été élevé dans le sérail. En fait, s'il a pu constituer un compagnon de route pour des organisations peu exigeantes à cet égard, on peut affirmer qu'il n'a jamais possédé la moindre parcelle de la volonté révolutionnaire qui les a traversées, à une époque au moins de leur développement et qui justifie pour certaines leur apparentement – parfois fort lâche – au mouvement marxiste-léniniste.

Il serait vain de rechercher dans ce bouquin de 240 pages quelque analyse ou information que ce soit au sujet du «maoïsme français», c'est-à-dire des différents mouvements qui se sont réclamés du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung entre 63 et 73, concernant l'essentiel, c'est-à-dire, leur capacité à mobiliser, organiser et éduquer les masses dans le but de la révolution prolétarienne. Ce qu'on y trouvera, c'est leurs images dans l'intelligentsia petite bourgeoisie de «gôche» images reproduites par elles, déformées jusqu'à la caricature, dans les différents organes de presse qui lui servent de tribune (Nouvel Observateur, Temps Modernes).

Moyennant quoi, tout en faisant la part de l'ignorance et du mensonge, on ne sera pas surpris que l'auteur distingue trois phases dans ce maoïsme :

– une phase organisationnelle, de 63 à 69, qui correspond au PCMLF;

– une phase idéologique, de 69 à 73, qui correspond à la GP (gauche prolétarienne);

– une phase libidinale, de 73 à..., qui correspond à VLR (Vive la Révolution)

Il est bien évident que ce découpage et cette caractérisation sont ceux de l'auteur, et non les nôtres.

Toutefois, elles correspondent effectivement à une réalité, celle de l'évolution de la dite intelligentsia petite bourgeoise à l'égard du marxisme-léninisme

– le période (de 63 à 69) : dans ce milieu privé de toute référence révolutionnaire conséquente, par la suite de la dégénérescence révisionniste du PCF, la polémique au sein du MCI, puis la naissance du mouvement marxiste-léniniste français, enfin la création du PCMLF suscitent un intérêt incontestable, dont les motivations sont extrêmement variables: pure curiosité intellectuelle (Cf Godard et sa chinoise) tentatives de pêcher en eau trouble (oppositionnels droitiers du PCF, trotskistes, CMLF) pour beaucoup, ralliement sincère au mouvement révolutionnaire pour d'autres. La révolution culturelle en Chine et le mouvement de mai 68 en France amènent cet encouragement à son paroxysme (ce qui se traduit par des adhésions aussi nombreuses qu'éphémères).

– Deuxième période (de 69 à 73) : la retombée du mouvement révolutionnaire de masse engendre une tendance au découragement, face à la nécessité de mener un travail prolongé d'agitation et d'éducation dans des conditions moins favorables.

Les intellectuels investissent alors les groupes spontanéistes, qui offrent «l'avantage» de sauter cette étape pour se lancer dans des actions spectaculaires, coupées des masses, mais susceptibles d'occuper la une des journaux de la presse bourgeoise (ceci ne voulant pas dire que toute volonté révolutionnaire était absente de ces actions, et que celles-ci n'aient pas recueilli la sympathie de nombreux travailleurs).

– Troisième phase (depuis 73) : le mouvement de masse est au creux de la vague, la répression à son zénith (assassinat de Pierre Overney). Nos petits bourgeois abandonnent l'objectif décidément trop dangereux de la révolution prolétarienne pour des activités plus sûres et plus lucratives.

Changeons la vie !

Parlons sexe, écologie, artisanat, bouffe, musique, toutes activités qui ne sont pas réactionnaires par elles-mêmes, mais le deviennent nettement dans la mesure où on se limite à aménager le capitalisme dans ces domaines, conformément aux intérêts d'une frange de «happy few». Vive le marginalisme à la yankee ! Ça nous épargnera les coups de matraque et peut bien nous valoir quelque sinécure vincennoise.

Aujourd'hui, la boucle est bouclée. Si les organisations comme le PCMLF subsistent et persistent dans la lutte révoltutionnaire, malgré d'indéniables difficultés d'édification, groupes spontanés et «libidinaux» ont disparu, la plupart de leurs anciens leaders ayant rejoint leur classe d'origine en rejetant une référence au marxisme-léninisme qui ne trompait plus personne (Cf Glucksmann).

Après avoir vainement tenté de parasiter le prolétariat, mieux valait décidément se développer sur le gras humus de la pourriture capitaliste. Il est vrai que lorsque le docteur Hess passa sa thèse, ces conclusions n'étaient pas encore tirées...

L'analyse institutionnelle bouleverse la science

L'analyse institutionnelle est une de ces fleurs, vénéneuses pour le prolétariat, odorantes pour la bourgeoisie, née de la rencontre de la sociologie académique, du structuralisme, de l'anarchisme de salon et du freudisme (en la personne de monsieur le professeur Lapassade), grandie en «marge» de l'université avant d'y être solennellement transplantée sous le haut parrainage de ses précurseurs (Lefebvre) et avec la bienveillante sollicitude des collègues sociologues des vieilles écoles : le bouquin de Hess n'est-il pas à l'origine une thèse de doctorat ?

Le fond de cette discipline nouvelle est la «théorie des analyseurs». Outre son jargon pseudo-philosophique à l'usage des initiés, cette théorie se caractérise par la tentative de renouveler la sociologie bourgeoise classique passablement déconsidérée, tout en luttant contre la sociologie marxiste.

Comment cela se traduit-il ? La théorie des analyseurs prétend s'opposer sur le plan méthodologique :

– à la théorie de l'objectivité du sociologue garante du caractère scientifique de l'analyse sociologique (sociologie classique)

– à la position de la sociologie marxiste, qui fonde son caractère scientifique sur le fait qu'elle mène ouvertement ses investigations à partir de la position de classe du prolétariat et qui recourt, dans la mesure du possible, au «sociologue collectif» qu'est le parti d'avant-garde.

Difficile à faire, à ce qu'il semble, n'est-ce pas ? Ici intervient la notion miracle d'analyseur (à ne pas confondre avec celle d'analyste). L'analyseur d'une réalité sociologique, c'est un phénomène dont le développement amène la réalité en question à dévoiler sa nature, ses articulations (ce qui constitue une analyse de cette réalité, d'où le nom d'analyseur). Cette analyse n'est pas menée consciemment par l'analyseur, ce travail conscient restant l'apanage de l'analyste. Par exemple, dans le cas présent, la réalité analysée est la société française, l'analyseur le mouvement marxiste-léniniste, l'analyste le docteur Rémi Hess (ou plutôt devrait être, car monsieur Hess est loin d'avoir des capacités à la hauteur de ses prétentions).

On voit que l'intérêt de cette théorie, outre de fournir des débouchés aux docteurs es sociologie, est de camoufler derrière l'objectivité de l'analyseur l'intervention de l'analyste, du sociologue, qui en dernier ressort rassemble les données de l'analyse, les trie, les ordonne, les organise, les interprète et ceci naturellement à partir de critères politiques, de critères de classe.

Questionné sur sa propre position, notre analyste fournira en réponse un succédané de l'«objectivité» de la sociologie bourgeoise classique : ni dans, ni hors de l'analyseur, Monsieur Hess n'est ni maoïste, ni non maoïste, ni bourgeois ni prolétaire. L'université de Vincennes ne constituant qu'une première approximation de cet état iddylique, nous proposons de venir en aide au docteur Hess dans ses recherches en l'envoyant sur Mars ou Vénus où il est probablement facile de n'être ni dans le camp de la bourgeoisie, ni dans celui du prolétariat et donc d'accéder au statut de parfait analyste.

Pour conclure

Nous avons vu ce que M. Hess doit à sa classe, ainsi que ce qu'il doit à sa secte. Voyons maintenant ce qu'il doit à lui-même.

La thèse de Hess est tout simplement minable : c'est une mauvaise dissertation d'un étudiant qui a mal digéré ses classiques (qui ne sont pas les nôtres), mal compris ses mentors et connait mal son sujet, dissertation de surcroit mal écrite dans un jargon pédant jusqu'au burlesque.

Réactionnaire en politique, réactionnaire en sociologie, peu brillant de surcroit, le docteur Rémi Hess réunit certainement toutes les qualités pour faire carrière dans l'université et l'autogestion.

****

Rémi Hess - Les maoïstes français - Une dérive institutionnelle (Éditions Anthropos - 1974)

Vu par un lecteur d'Aix

Des ressemblances frappantes

l'Humanité Rouge

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (2)

Pour la gauche, un instrument renforcé aux mains des monopoles

Nous avons vu qu'en créant l'agence en 1967, le gouvernement de l'État capitaliste se donnait un instrument pour placer la main-d'œuvre, autrement dit pour satisfaire au mieux et au plus vite les besoins patronaux.

Cela suppose le fichage détaillé des chômeurs pour que la classe des patrons dispose d'une image précise du marché, afin de pouvoir utiliser aux meilleures conditions cette marchandise sans laquelle elle ne saurait faire le moindre profit : la force de travail.

L'ANPE était l'outil nécessaire pour établir à l'échelle du pays une photographie suffisamment exacte du marché du travail, une condition de son efficacité en matière de placement était d'ailleurs entre autres la mobilité dont il a été question ces jours-ci.

Pour imposer aux chômeurs l'inscription à l'agence, on fit dépendre de cette inscription le bénéfice d'«avantages» aussi vitaux que la Sécurité sociale sans parler de l'obtention d'indemnités de licenciement et chômage.

Nous avons vu hier qu'en une période comme la période actuelle où tous les records de chômage sont battus, l'aspect contrôle devient dominant, en vue de limiter au maximum les inscriptions et du même coup les «miettes» distribuées par le capital pour que survivent des travailleurs non utilisables maintenant (sinon pour faire pression sur les salaires), mais qui pourront éventuellement l'être plus tard.

C'est bien ce que prouvent les diverses mesures décrites hier et dont la mise en vigueur coïncide comme par hasard avec la montée en flèche du chômage (fin 75 et 76).

En aucun cas l'ANPE ne peut servir à réduire et supprimer le chômage, mal inhérent au système capitaliste, et seuls des charlatans peuvent prétendre que quelque mesure que ce soit puisse y parvenir dans le cadre de ce système.

C'est pourtant ce que font les partis signataires du Programme commun dans lequel on trouve (pages 56 et 57) :

«Le gouvernement considère comme un objectif primordial la résorption du chômage et du sous-emploi chronique, particulièrement pour les femmes et les jeunes.

»Cet objectif sera atteint grâce à la nouvelle politique de restructuration et de développement de l'économie, aux investissements nouveaux qu'elle entraînera, à la réduction de la durée du travail, au développement de la formation, à l'augmentation des salaires.

»La généralisation du perfectionnement professionnel et du recyclage facilitera le plein emploi.»

La gauche et le chômage : des mystificateurs

En cela on ne peut les distinguer de tous les politiciens bourgeois : on n'en a pas encore vu qui ne mette à son programme l'objectif du plein emploi !

Cette promesse est d'ailleurs pour un avenir indéterminé et le programme enchaine tout de suite : *«Dans l'immédiat, les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie.»*

Après un petit couplet sur cette revalorisation (pas d'indemnités inférieures au SMIC), sur «l'abolition du droit discrétionnaire de licenciement» (ils seront soumis au comité d'entreprise, avec recours possible devant les juridictions du travail : quelle révolution !) et sur le fameux «pas de licenciement sans reclassement», le Programme commun indique que l'ANPE *«verra son rôle et ses moyens réorientés et amplifiés. Elle sera partie prenante de la politique de formation permanente et de recyclage. Elle aura la responsabilité et le contrôle exclusif du placement des salariés à la recherche d'un emploi, y compris des cadres. L'activité des entreprises de travail temporaire sera prise en charge par l'Agence nationale de l'emploi».*

Cela est clair : «Réorienter et amplifier le rôle et les moyens de l'ANPE», c'est lui donner le contrôle total du marché du travail, ce qui va bien dans le sens du renforcement du caractère monopoliste de l'État capitaliste.

L'agence aura bien toujours (mais amplifiée) la mission dont nous parlions plus haut, y compris celle de distinguer les «vrais chômeurs» des «faux» avec les conséquences que l'on sait.

Le PCF va plus loin

On peut lire dans son programme intitulé «Changer de cap», pages 48 et 49 :

«L'équilibre de l'emploi, jamais réalisé en régime capitaliste, sera au centre de l'élaboration des politiques économiques et d'aménagement du territoire. Il sera progressivement réalisé dans le cadre de la planification démocratique, grâce à l'extension du secteur nationalisé, à la coopération entre les unités de production, à la réforme démocratique de l'Éducation nationale, à l'amélioration de la qualification des salariés et à la réorientation de la production des entreprises.»

Il va plus loin en effet !

Après avoir dit que «l'équilibre de l'emploi n'est jamais réalisé en régime capitaliste», il prétend le faire, lui, dans le cadre de la «planification démocratique» par des nationalisations et autres réformes «démocratiques» qui ne remettent nullement en cause le capitalisme !

Pour l'ANPE, il est intéressant de noter quelques différences avec le Programme commun. Là aussi, le PCF va plus loin et montre le bout de l'oreille en matière de gestion démocratique :

«Les statuts de l'agence associeront les représentants des travailleurs à son fonctionnement.»

Voilà de bonnes places pour quelques bureaucrates syndicaux !

«Elle aura l'exclusivité du placement des salariés, y compris en matière de travail temporaire. Elle intégrera notamment l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) tout en respectant ses aspects spécifiques.»

Il fallait bien une petite «faveur» aux cadres : on a tant de convoitise pour ces gens-là !

Ainsi on peut voir que les partis bourgeois de gauche ne prévoient que d'accentuer et amplifier les missions actuelles de l'ANPE, ce qui découle de l'inévitable renforcement du caractère monopoliste du système dans son ensemble, rendu urgent par la crise actuelle et du renforcement de son «caractère bureaucratique» sous l'impulsion du parti révisionniste.

Les employés luttent

Ce genre de mission, en particulier le rôle de flic à l'égard des chômeurs, les travailleurs de l'ANPE sont nombreux à ne pas vouloir le jouer. Nous en voulons pour preuve les multiples discours et notes du directeur Général en particulier (Métais), s'évertuant à expliquer «l'intérêt de mener une lutte efficace contre la fraude» non seulement «par devoir d'un service public de ne couvrir aucune pratique frauduleuse», mais aussi «parce que de telles fraudes émeuvent l'opinion publique, la rendent moins favorable à de nouveaux progrés de la législation sociale et rejaillissent sur lensemble des demandeurs d'emploi» (Situations, journal de l'ANPE, novembre -décembre 1976)

Ailleurs on constate la «diversité d'application» de telle ou telle mesure et la nécessité de mieux «unifier les méthodes».

Tout cela malgré le tri à l'embauche : concours avec une partie orale déterminante et enquête de Police pour tous les personnels de l'ANPE !

De plus, les conditions de travail, les salaires, l'emploi posent de nombreux problémes à l'ANPE comme dans n'importe quelle boîte !

La hiérarchie y est très forte, l'éventail des salaires important et les emplois «instables» (vacataires, auxiliaires, emplois temporaires) s'y développent.

Autant de motifs de conflit et l'ANPE en a connus, tel celui de l'an dernier, du 7 octobre au 3 novembre à l'Agence des 15 e et 6 e/7 e arrondissements de Paris, après l'incendie de l'Agence, brûlée en quelques minutes (voir HR 543, 545, 550, 554).

ENTENDU DANS LES AGENCES LOCALES

Réflexion d'un membre du PCF : «On pourrait faire quelque chose de bien avec l'ANPE, qui soit utile à la fois aux travailleurs et aux employeurs»

C'est l'idée du service public que développent les dirigeants actuels de l'Agence et que ne combat pas, au contraire, les PCF : Cette idée est d'ailleurs reprise par les trotskistes, implantés dans la CFDT. Les uns et les autres reprochent plutôt au gouvernement actuel de porter atteinte au service public!

Un prospecteur placier, par ailleurs secrétaire CGT est invité par un employeur à visiter un de ses chantiers (ceci est d'ailleurs courant). Ce chantier se trouve en Espagne, ce qui représente une jolie promenade ! Réflexion du syndicaliste à son retour (car il y est allé) : «J'ai fait de la collaboration de classe». Qu'il ne se fasse pas de soucis : s'il avait été invité par une entreprise nationalisée, dans une succursale à l'étranger, il n'aurait pas fait de collaboration de classe, mais de la gestion démocratique !

La gauche candidate à la gestion

A cette occasion, les pontes syndicaux locaux de la Ligue trotskiste pour la CFDT, ou du PC pour la CGT, avaient fort bien montré que leurs disputes ne sont que de façade.

Ils s'entendent bien pour faire du mouvement à l'occasion d'une campagne publicitaire pour le Programme commun.

Ainsi, comme par hasard, et sans qu'il ait été question en AG, un député PC (du 20 e) s'était trouvé dans une délégation auprés d'un adjoint de Beullac, et lors d'une journée portes ouvertes, c'est Paul Laurent, numéro 2 du PC, qui est venu parader à l'Agence du Belleville (19 e).

Les trotskistes derriére un «langage plus combatif, n'en sont pas moins des larbins du PC pour qui ils jouent le rôle de rabatteurs.

Quant à la CGT, le langage même n'y est pas : dans son projet de statut, elle prend à son compte le système de notation, le pouvoir de noter appartenant au chef de service sur avis des supérieurs hiérarchiques directs, suivant un baréme et des critéres établis par la direction générale.

La représentation du personnel (plus de 500 élus pour 7 000 agents), s'exerce actuellement dans de multiples commissions paritaires chargées de l'avancement, des mutations, des questions de discipline et même de la gestion des suppléments de salaires !

On le voit, ce sont des organismes typiquement de collaboration de classe. Eh bien , c'est leur extension dans ce sens que veut la CGT (budget, organisation des services etc.) ! (Titre 2 du projet)

Arrêtons là : les choses sont claires. Ce qu'ils veulent , c'est prendre en main l'appareil sans en modifier en rien la nature ! Les intérêts des travailleurs sont loin !

Pour remporter quelque succés dans leur lutte contre le capitalisme, à plus forte raison pour en finir avec celui-ci, les travailleurs doivent rejeter toute illusion sur les projets politiques bourgeois qu'ils s'intitulent plan Barre ou Programme commun. Ce n'est qu'avec le socialisme, instauré par la Révolution prolétarienne, qu'on on en finira avec le chômage.

A travers les luttes quotidiennes, classe contre classe, il s'agit d'arracher les travailleurs, la classe ouvriére en premier à l'influence des idées bourgeoises en particulier le révisionnisme, d'accumuler des forces en vue de la Révolution que conduira le Parti marxiste-léniniste.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977